

10 mai 2019

RAPPORT ANNUEL 2018-2019

APPRENDRE LE CHANGEMENT... !

Sommaire

Le rapport du président	1 - 2
Les groupes d'expertise	3 - 5
Nos relations avec le MEES	6 - 8
Nos relations avec la FCSQ	9
Les affaires internes	10 - 11
Les conditions de travail	12 - 13
Les résultats financiers et les prévisions budgétaires	14
Les collaborateurs à la rédaction	15 - 16

Bravo et merci au comité organisateur du Congrès 2019

Les Affaires de l'Association est la publication officielle de l'ADIGECS.

Note : Le générique masculin est utilisé sans discrimination et uniquement dans le but d'alléger le texte.



3744, rue de l'Impériale
Sherbrooke (Québec) J1N 3S9
(819) 452-0922
info@adigeecs.qc.ca



Chers collègues, chères collègues,

C'est encore un grand plaisir de vous retrouver... dans un rapport annuel... un autre. Année après année. Chaque fois, le temps nécessaire pour trouver les mots qui intéresseraient ceux qui le liront a été plus long. Et ce temps, chaque fois, a été une période de préoccupations, de remises en question. En fait, on ne se demande pas seulement ce qu'on a fait mais surtout ce qu'on a fait de bien et ce qui a pu faire la différence.

Pas toujours facile de viser juste parce qu'en Éducation, chaque jour est différent et chaque personne pour laquelle on travaille présente ses caractéristiques propres, ses besoins aussi. Et il nous incombe toujours à nous de nous adapter à chacune de ces personnes. Et c'est pour ça en fait que je suis encore convaincu que nous avons le plus beau métier du monde, le plus noble qui soit ! Nous, on construit des cœurs et des cerveaux. On écoute, on pallie, on accompagne, on conseille parfois, ...et on apprend chaque fois ! Et on fait ça avec des valeurs et des convictions certaines, permanentes, en alternance, en simultané. On privilégie la bienveillance, l'empathie, la cohérence, ... Et on apprend sur tous les plans, autant pédagogique qu'administratif comme on enseigne parfois parce que ça change tout le temps. En fait, on s'adapte...en fait, on adapte! Plus ça change, plus on apprend! Et c'est aussi pour ça que chaque jour nous devenons meilleurs ! Pour tout ça, pour votre ouverture au changement, pour votre ouverture à l'apprentissage, je vous remercie de persévérer dans votre rôle ou d'oser accéder à cette fonction. C'est selon. Merci au nom de toutes les personnes dont vous vous préoccupez chaque jour et merci aussi de la part du million d'élèves qui en bénéficient, ces mêmes élèves qui occupent nos écoles et nos centres chaque jour qui passe, chaque jour qui change...

Cette année, nous avons récolté encore de bons fruits. Les résultats de nos élèves ont continué de s'améliorer et là encore, « il y a un peu de nous autres là-dedans ! » Chaque jour, grâce au courage que nous avons de nous engager à offrir les meilleurs services qui soient, leur avenir s'avère meilleur.

Cet engagement se traduit par votre implication dans divers dossiers qui ont marqué notre actualité et qui, en bout de course, finissent par faire une différence :

- Poursuite du déploiement de pratiques collaboratives au sein de nos organisations, une démarche probante intégrée et soutenue dans plus de 60 commissions scolaires francophones et anglophones;
- Soutien visant l'appropriation des meilleures pratiques pédagogiques et administratives à mettre en œuvre. Des pratiques qui ont fait leurs preuves, documentées et où les résultats sont probants;
- Développement en réseau d'écoles apprenantes où la gestion axée sur les apprentissages prend tout son sens;

(suite à la page suivante)

- Investissements jamais égalés dans le développement de compétences conjuguées de tous ceux qui font l'école au quotidien;
- Collaborations nombreuses visant le rayonnement d'un leadership mobilisateur dans tout le réseau, parfois même ailleurs dans le monde;
- Concertations multiples et variées avec tous les acteurs et partenaires du Réseau autour d'enjeux partagés;

Aussi, cette année nous aura donné l'occasion de relever quelques défis et de collaborer à certaines opportunités :

- L'arrivée d'un nouveau gouvernement ;
- La modification de la Loi sur l'instruction publique;
- L'approche novatrice des infrastructures scolaires;
- La mise en œuvre des PEVR et leurs plans d'actions;
- Les projets éducatifs et leurs plans de réussite;
- Le modèle de financement;
- Le financement des EHDAA;
- Les maternelles 4 ans ;
- La laïcité ;
- Les technologies ;
- Les plans quinquennaux ;
- Notre collaboration avec la Fondation Lucie et André Chagnon.

Cette année en aura été une où le leadership des directions générales a été réaffirmé et reconnu autant sur les plans administratifs que pédagogiques. Si notre silence public a pu parfois donner une impression d'absence, je peux vous assurer qu'il en a été tout autrement. Notre expertise et notre collaboration ont été sollicitées et mises à contribution à tous les défis qui se sont présentés et un grand nombre des changements qui s'opèrent sont teintés de notre collaboration, la vôtre en fait. Et je vous en remercie. Votre expertise, votre générosité, votre point de vue ont été considérés et mis à profit de toutes nos réflexions afin d'enrichir notre conscience collective et celle de ceux et celles que nous accompagnons de même que celles de ceux et celles qui nous accompagnent au quotidien.

Chez nos partenaires, il y a également eu de grands changements. Nous nous sommes fait un devoir et un plaisir rencontrer chacune des associations ou fédérations pour nous rappeler l'importance de la collaboration et de la communication. Nous avons coordonné nos actions, nous avons uni nos forces aussi, pour relever les défis que nous partageons et ce, en tout respect de nos enjeux et point de vue qui, parfois, pouvaient diverger. Chaque fois, nous avons mis l'élève au cœur de tous nos travaux, de tous nos échanges, de toutes nos implications quels qu'ils soient. On le sait bien, en Éducation, on est toujours là pour les autres, jamais pour soi.

Pour terminer, je tiens vraiment à remercier tous ceux qui, parmi vous, au cours de la dernière année, ont contribué à leur façon à l'avancement de notre cause, l'Éducation publique québécoise. Elle fait l'envie de bien d'autres pays et nous en sommes vraiment fiers. Merci aussi à ceux qui se sont impliqués dans divers dossiers propres à notre Association et qui l'ont défendue contre l'adversité aussi parfois. Ce que nous faisons, ce à quoi nous contribuons, n'a que très peu de chance d'être publié ou diffusé régulièrement. Toutefois rappelons-nous toujours que, quoi que nous fassions, il en restera toujours un peu et que c'est comme ça qu'on finit par faire la différence... quand on apprend le changement... Et qu'on l'enseigne aussi.

Éric Blackburn

Un partenaire privilégié

L'ADIGECS est fière d'être associée à **La Capitale** depuis plusieurs années. Merci de nous appuyer et d'offrir à nos membres des services de qualité et très appréciés.

SÉANCES D'INFORMATION exclusivement pour vous

Séances d'information thématiques sur la sécurité financière, **sans frais et sur les lieux de votre travail.**

Informez-vous auprès de **Jonathan Mercier**, coordonnateur des activités d'éducation financière à La Capitale:

1 866 665-0500, poste 77686



La Capitale
Assurance et services financiers

La Capitale assurance et services financiers désigne La Capitale services conseils inc., cabinet de services financiers



UNE APPROCHE COLLABORATIVE QUI ÉVOLUE

Groupes d'EXpertise de l'AdigeCS (GEXA)

La révision annuelle des enjeux et des priorités à identifier pour l'année 2018-2019 et le récent virage vers une approche collaborative au sein du réseau et de l'association ont fait évoluer nos façons de faire en matière de partage d'expertise et d'exercice du leadership des directions générales.

C'est ainsi que l'ADIGECS a mis sur pied encore cette année sept « Groupes d'EXpertise de l'ADIGECS.

Ces groupes d'expertise n'ont certes pas pour intention de se substituer à l'expertise spécifique de nos partenaires ni de notre personnel. Ils s'inscrivent plutôt dans une démarche et une approche collaboratives qui mettent l'emphase sur les enjeux stratégiques du réseau en regroupant les directions générales ayant des intérêts communs mais une expertise et des expériences multiples à partager entre collègues au sein des équipes de directions générales des commissions scolaires.

À l'instar de l'année dernière, les groupes d'expertise de l'ADIGECS (GEXA) qui ont été formés cette année sont :

- ◆ Formation générale jeunes;
- ◆ Formation professionnelle, Éducation des adultes et Services aux entreprises;
- ◆ Ressources financières;
- ◆ Ressources humaines;
- ◆ Ressources matérielles;
- ◆ Ressources informationnelles;
- ◆ Gouvernance et gestion.

Merci à tous les collègues (105) qui ont accepté de partager leur expertise et leur intérêt à faire avancer les réflexions sur les enjeux de l'heure dans le réseau.

Nous vous présentons sommairement quelques-unes des réalisations de cette année.

LES RESPONSABLES DES GEXA

Formation générale jeunes:	Lucien Maltais Carl Morissette
FP- ÉDA - SAE:	Normand Lessard Alain Ouellet
Ressources financières:	Manon Dufour Édith Pelletier
Ressources humaines:	Nathalie Joannette Nadine Desrosiers
Ressources matérielles:	Robert Gendron Laurent Cabana
Ressources informationnelles:	Yannick Roy Dominique Robert
Gouvernance et gestion:	Bernard D'Amours Marthe Émond

Formation générale jeunes

Le GEXA de formation générale des jeunes a eu une rencontre officielle en 2018-2019, mais le groupe a tout de même échangé régulièrement. Lors de notre rencontre de décembre, nos éléments de discussion ont porté sur le régime pédagogique, les frais aux parents, la scolarisation à la maison et la révision du programme préscolaire. Les membres du GEXA ont aussi été consultés sur :

- les sujets de discussion pour une rencontre de l'exécutif de l'ADIGECS et le bureau sous-ministériel;
- le projet de loi 5 portant sur le préscolaire 4 ans;
- le projet de loi portant sur les frais exigés aux parents;
- des éléments du référentiel de compétences des enseignants en lien avec les exigences de l'enseignement préscolaire.

Merci à tout notre groupe ! Vos réflexions ont été précieuses et pertinentes. Merci de votre implication.

Lucien Maltais et Carl Morissette

UNE NOUVELLE APPROCHE COLLABORATIVE

Groupes d'*EX*pertise de l'*Adige*cs (GEXA) la suite.....

Formation professionnelle, Éducation des Adultes et Services aux entreprises

Pour l'année 2018-2019, nous sommes passés de 12 à 17 membres de notre groupe d'expertise. L'emphase cette année a été d'établir une communication fréquente et fluide entre les différents comités où nous sommes représentés, soit le comité de gouvernance, sous-comité de la formation professionnelle et le sous-comité à l'éducation des adultes. Le partage d'information demeure un défi constant et nous croyons avoir trouvé un moyen adéquat pour y remédier avec nos conférences vidéos Teams. En utilisant l'enregistrement de nos rencontres, les gens peuvent y accéder en différé selon leurs disponibilités.

De plus, nous avons abordé d'autres sujets et en voici une énumération sommaire :

- Financement de base de la formation professionnelle et des Services aux entreprises
 - Élaboration d'un sondage adressé à l'ensemble des commissions scolaires
- Renouveau pédagogique en formation générale des adultes
 - Implantation des nouveaux programmes et comité de vigie
- Dossier de l'élève – nécessité du certificat de naissance
- Francisation
 - Ententes entre le MIDI et les commissions scolaires et guichet gouvernemental unifié pour la clientèle immigrante
- Formation à distance et en ligne

Nous tenons sincèrement à remercier les collègues qui ont collaboré au bon déroulement de notre GEXA.

Normand Lessard et Alain Ouellet

Ressources financières

Nous comptons 12 membres au GEXA des enjeux financiers. Les principaux enjeux fixés en août 2018 pour l'année scolaire étaient relatifs au CRR, au suivi des nouveaux modes de financement des élèves HDAA, au financement de la formation professionnelle ainsi qu'à la régionalisation de la taxe.

Cette année, le groupe collaboratif a été mobilisé à trois reprises. Nous avons soumis un aide-mémoire sur les enjeux reliés à la rédaction d'un guide portant sur les bonnes pratiques du CRR. Puis, nous avons été sollicités afin de soutenir l'exécutif dans la priorisation des enjeux communs. Enfin, nous avons soutenu la réflexion sur le projet de loi 12 sur la gratuité scolaire ainsi que sur le déploiement des maternelles 4 ans.

Nous avons été représentés par Madame Édith Pelletier à la commission permanente des ressources financières ainsi que par Madame Carmen Lemire au comité sur les règles budgétaires. Nous tenons à remercier chaleureusement ces deux membres pour leur engagement.

Une véritable culture de collaboration, de soutien et de partage se développe dans notre GEXA ce qui facilite le positionnement associatif et le déploiement du leadership éducatif des directions générales. Merci à tous nos collègues qui s'impliquent au sein du GEXA-RF.

Manon Dufour et Édith Pelletier

Ressources humaines

Les priorités retenues pour l'année 2018-2019 ont été les suivantes:

Préparatifs entourant le renouvellement des conventions collectives:

En avril dernier, les membres du GEXA-RH ont été invités à rencontrer Monsieur Louis Bourcier, directeur des relations de travail à la FCSQ. L'objectif de cette rencontre était de faire un état de situation quant au renouvellement des prochaines conventions collectives pour le personnel enseignant, le personnel de soutien et les professionnels. Cette rencontre a permis de créer un premier contact et d'inscrire l'ADIGECS comme un collaborateur important à la démarche. Quatre rencontres sont prévues d'ici la fin de l'automne afin de contribuer aux travaux. Cette démarche se veut complémentaire aux actions réalisées par les DRH des commissions scolaires.

Comité des stagiaires vs pénurie de main-d'œuvre:

Notre collègue Dominique Lachapelle, DGA à la commission scolaire des Hautes-Rivières, est présidente du comité d'agrément des programmes de formation en enseignement (CAPFE). Comme ce sujet est ardemment discuté à cette instance, la GEXA-RH demeure en soutien à Mme Lachapelle au besoin.

Retour au travail, régime RRPE/directions d'établissement.

Notre collègue Dominique Robert, DGA à la commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Iles, est président de la Coalition de l'encadrement en matière de retraite et d'assurance (CERA). C'est plutôt à cette instance que le dossier est traité. Là aussi, notre GEXA demeure en soutien au besoin.

Nous profitons de cette tribune pour remercier chaleureusement les membres de l'ADIGECS impliqués dans notre GEXA.

Nathalie Joannette et Nadine Desrosiers

UNE NOUVELLE APPROCHE COLLABORATIVE

Groupes d'EXpertise de l'Adigeecs (GEXA)

la suite.....

Ressources matérielles

Le GEXA-infrastructure a été sollicité par l'ADIGECS pour avis, en prévision de la rédaction de deux mémoires; un sur le projet de loi 5 (l'implantation des maternelles 4 ans) et un sur le projet de loi 12 (la gratuité scolaire).

Bien que le GEXA-infrastructure se rend disponible pour contribuer, collaborer et participer à des rencontres de travail, aucune demande en ce sens n'a été acheminée par le ministère.

Robert Gendron et Laurent Cabana

Ressources informationnelles

L'enjeu prioritaire de notre GEXA identifié initialement en début d'année était en lien avec la sécurité informatique. Considérant les travaux pilotés par le comité SICS, nous n'avons pas souhaité dédoubler les réflexions, car un mandat a été confié à la Société GRICS afin d'associer plusieurs de nos collègues pour identifier l'ensemble des enjeux et des actions à poser dans ce dossier. De plus, notre GEXA fut consulté au sujet de la formation d'un nouveau comité sur le plan numérique, ainsi que celle sur la gratuité scolaire.

Malgré le contexte des enjeux de cette année, l'intérêt et l'implication de nos collègues à notre GEXA demeurent essentiels. Merci de votre engagement. C'est apprécié.

Yannick Roy et Dominique Robert

Gouvernance et gestion

Concernant les activités du GEXA gouvernance et gestion pour l'année 2018-2019, il faut d'abord mentionner que cette année plusieurs sujets dévolus à notre GEXA ont été traités avec l'ensemble des membres de l'ADIGECS notamment lors du colloque de novembre dernier à l'égard des enjeux en matière de gouvernance reliés à l'arrivée d'un nouveau gouvernement. Néanmoins, les membres du GEXA ont été sollicités pour donner leur avis au niveau de la production par la FCSQ d'un guide sur les bonnes pratiques en matière de gestion du Comité de répartition des ressources (CRR). Aussi, nous avons été invités à donner individuellement notre opinion concernant le mémoire sur le Projet de loi 12 sur la gratuité scolaire et le Projet de loi 5 sur les maternelles 4 ans.

En terminant, nous remercions les membres du GEXA gouvernance et gestion qui ont pris le temps de répondre à nos demandes; ce fut très apprécié.

Bernard D'Amours et Marthe Émond

Trois collègues ont terminé leur mandat en juin dernier



Rob Butters

Rob, représentant des collègues anglophones au sein du Conseil d'administration, a quitté son poste d'administrateur après plusieurs années d'implication. Il a contribué avec pertinence, rigueur et beaucoup d'humour aux réflexions pour faire avancer les dossiers du réseau. Parallèlement, il assurait la présidence de la Table des DG anglophones.



Christine Fortin

Christine s'est impliquée avec intérêt et assiduité pendant plusieurs années au Conseil général et à la présidence de sa section du Saguenay-Lac-St-Jean. Elle a également accepté un mandat pour être représentante de l'Association à la Commission permanente sur la mission éducative de la FCSQ.



Martial Gaudreau

Le Conseil général a pu s'enrichir de l'engagement de Martial pendant son mandat de 2 ans. Son apport aux discussions a été très apprécié et il avait un souci constant de rapporter les préoccupations de sa section de la région de l'Estrie afin d'alimenter les réflexions du groupe.

Merci Rob, Christine et Martial pour votre importante contribution !

NOS RELATIONS AVEC LE MEES

Le comité de gouvernance sectorielle FP-EDA par Normand Lessard

Au cours de la dernière année et au moment d'écrire ces lignes, nous avons eu jusqu'à présent trois rencontres et une quatrième est prévue à la mi-juin. En plus d'avoir effectué des suivis aux dossiers traités aux sous-comités de la FGA et de la FP, nous avons discuté principalement du rôle des Services aux entreprises des commissions scolaires et du financement de la formation professionnelle.

Pour les autres sujets discutés, vous avez ci-dessous une liste synthèse des sujets traités avec les membres de l'équipe de M^{me} Anne-Marie Lepage du MEES et les différents partenaires du réseau.

Formation professionnelle

- Suivis à donner aux journées sur la formation professionnelle;
- Cadre de gestion de l'offre;
- Mesures intégrées aux règles budgétaires des CS;
- Planification de l'année des programmes d'études en révision;
- Projets d'apprentissage accru en milieu de travail;
- Consultation sur la formation à distance et les classes virtuelles;
- Cadres d'évaluation lors de l'implantation des nouveaux programmes;
- Positionnement de la formation professionnelle;
- Écoles entrepreneuriales;
- Sanction des études avec la présence de M^{me} Joane Cardinal, directrice de la direction de la sanction des études;
- Projet pilote sur des mesures adaptatives en formation professionnelle;
- Rareté de la main-d'œuvre.

Éducation des adultes

- Renouveau pédagogique, nouveaux programmes et comité de vigie;
- Dossier de l'élève – nécessité du certificat de naissance;
- Technicien en travaux pratiques en sciences;
- Francisation
 - Ententes entre le MIDI et les commissions scolaires;
 - Guichet gouvernemental unifié pour la clientèle immigrante;
- Rareté de la main-d'œuvre;
- Aide à l'évaluation pour les examens oraux en anglais;
- Enseignement à distance et en ligne.

Parallèlement aux travaux du comité de gouvernance FPEA, les sous-comités de la formation professionnelle et de l'éducation des adultes se sont rencontrés à quelques occasions. Ils ont pu développer et approfondir davantage certains sujets. À titre d'exemple, en formation professionnelle, les membres du sous-comité ont eu à élaborer un nouveau scénario de distribution du financement relié aux AEP dans les commissions scolaires.

Finalement, je tiens à souligner l'engagement et le dévouement des collègues pour le bon fonctionnement des différents comités rattachés à ces secteurs d'activités.

Normand Lessard

NOS REPRÉSENTANTS

Normand Lessard Antoine Déry Ruth Ahern

Les sous-comités

Formation professionnelle : Antoine El-Khoury
Ruth Ahern

Accès à la FP : Luc Galvani
Bernard D'Amours

Éducation des adultes : Patrick Capolupo
Ruth Ahern

Services complémentaires: Sylvie Caron
Marie-Claude Asselin

Le CNPEPT

Bernard Dufourd Lucie Roy

NOS RELATIONS AVEC LE MEES

Comité et sous-comités de la Table des Partenaires

Comité MEES-Partenaires

Le comité s'est réuni à quelques reprises cette année. Avec les différents acteurs du réseau, les grands dossiers ont été discutés tels que l'éducation à la sexualité, l'enseignement à la maison, les frais aux parents et les plans d'engagement vers la réussite. De plus, nous avons été informés de l'avancement des orientations ministérielles et nous avons eu, en février, la visite du ministre, ce qui fut une première pour les travaux de ce comité. À travers les nombreux dossiers traités, nous avons pu essayer d'influencer les travaux et les projets ministériels.

Lucien Maltais

Sous-Comité de soutien à la mise en œuvre de dispositions législatives

Ce comité, constitué des principaux partenaires du réseau, a travaillé sur un projet de guide pour l'élaboration des rapports annuels des commissions scolaires. Il a aussi élaboré un sondage afin d'établir un portrait de situation des travaux des CRR, ce qui est une préoccupation importante des associations de direction. La confidentialité étant de mise, les résultats de ce sondage permettront au ministère de mettre en place un plan de formation adaptée aux besoins des gestionnaires. Nous avons aussi été consultés sur les outils et les formations en lien avec l'élaboration des projets éducatifs.

Lucien Maltais

Sous-Comité sur les règles budgétaires

Ce comité consultatif a permis au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur de s'adresser aux représentants du réseau, autant anglophones que francophones, afin de discuter des différents enjeux budgétaires pour l'année 2019-2020. Avec le changement de gouvernement, les travaux ont débuté tardivement et il fut difficile d'établir des discussions proactives sur les nombreux enjeux. Les principaux dossiers discutés ont été :

- Règles budgétaires;
- Mise en place des nouveaux IMSE;
- Mise en place des nouvelles mesures budgétaires en lien avec certaines orientations ministérielles (seuil minimum de services, activités parascolaires au secondaire, mentorat, etc.);
- Discussion sur les prochains chantiers au niveau du financement (PMT, financement de la FP, transport scolaire).

Le niveau d'influence possible pour apporter des changements est limité compte tenu de la complexité des modes d'allocation et de la variété d'expertise des membres.

Carmen Lemire

Comité du plan d'action numérique 2018 à 2023

Le remplacement des solutions administratives des commissions scolaires

À titre de représentant du comité, sachez qu'aucune rencontre ne s'est réalisée dans la dernière année avec les représentants du ministère. Toutefois, comme vous le savez, la GRICS a approché le MEES et celui-ci a accepté de travailler de concert avec les commissions scolaires et la GRICS afin de faire cheminer la demande de financement effectuée dans le cadre de notre projet de remplacement des solutions administratives du réseau des commissions scolaires. Le comité de gouverne créé en décembre dernier coordonne actuellement la préparation du dossier d'opportunité. La participation des directions générales des commissions scolaires sera sollicitée dans ce dossier et votre implication peut faire une grande différence. Je vous invite donc à répondre positivement aux demandes qui vous seront adressées en gardant en tête toute l'importance qui doit être accordée aux besoins particuliers de notre réseau ainsi qu'à la reconnaissance des efforts investis jusqu'à présent dans notre dossier de modernisation des solutions administratives. Les efforts en temps et en argent investis collectivement jusqu'à présent constituent une valeur ajoutée pour la réalisation du dossier d'opportunité. Il ne manque que votre implication soutenue ainsi que celle des membres de vos équipes sollicitées afin d'assurer l'accélération de la modernisation des solutions administratives.

Jean-François Lachance

NOS RELATIONS AVEC LE MEES

Comité d'agrément des programmes de formation à l'enseignement (CAPFE) par Dominique Lachapelle

L'année 2018-2019 a été marquée pour le Comité d'agrément des programmes de formation à l'enseignement (CAPFE) par plusieurs visites d'établissements universitaires. Au total, plus de 35 jours de travail ont été consacré à évaluer et à renouveler les agréments des programmes de l'Université du Québec en Outaouais, de certains programmes de l'Université du Québec à Montréal et de l'Université Bishop's. Le CAPFE a également approuvé quelques modifications de programmes dans certaines universités.

De plus, le CAPFE a rédigé au moins cinq avis au Ministre. Ces avis concernaient une consultation sur le projet d'un programme concernant l'éducation préscolaire, une adaptation du référentiel des compétences pour l'éducation préscolaire, le nouveau référentiel de compétences des enseignantes et des enseignants, la reconnaissance des acquis pour les programmes de formation initiale des futurs enseignants et un document faisant état des enjeux du CAPFE liés à la formation initiale ainsi qu'à la valorisation de la profession enseignante.

Le CAPFE a aussi participé à la réflexion concernant la pénurie de personnels enseignants avec des représentants et représentantes de l'Association des directions générales de commissions scolaires (ADIGECS) et de la table MESS-Universités. Il a également participé au Comité d'évaluation des articles 46, 48 et 50 et 65 du règlement sur les autorisations d'enseigner et à la Table pour l'éducation préscolaire.

Rappelons que le Comité d'agrément des programmes de formation à l'enseignement est un comité autonome et indépendant qui relève directement du Ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

Dans le cadre de sa mission, le Comité :

- examine et agrée les programmes de formation à l'enseignement;
- recommande au ministre les programmes de formation à l'enseignement aux fins de l'obtention d'une autorisation d'enseigner;
- donne son avis au ministre sur la définition des compétences attendues des enseignants des ordres d'enseignement primaire et secondaire.

Des partenariats durables

La fondation Lucie et André Chagnon soutient plusieurs initiatives en collaboration avec l'ADIGECS. Cet appui indéfectible fait sans aucun doute une réelle différence pour la réussite des élèves et le développement professionnel des directions générales des commissions scolaires.

Nous en sommes très reconnaissants !

Un immense merci au nom des élèves !



Merci à la Fondation DESJARDINS pour sa contribution de cinq bourses au programme de bourses d'excellence de l'ADIGECS. Dans le cadre du congrès de l'ADIGECS, dix-huit bourses au total sont remises à des élèves finissants des commissions scolaires de la région hôte.

Nos représentants à la FCSQ
Conseil général
Lucien Maltais
Commissions permanentes
Édith Pelletier Enjeux politiques et financiers
Manon Dufour Affaires éducatives
Nathalie Joannette Ressources humaines

L'année 2018-2019 a débuté fortement avec une campagne électorale provinciale où différents partis ont pu exprimer leur vision sur les enjeux en éducation. Le Conseil général a accueilli les représentants des quatre partis lors de la rencontre d'août, ce qui a donné le ton à l'année 2018-2019.

Les résultats des élections ont apporté de nombreuses discussions autour des différents enjeux du gouvernement élu, dont celui de la transformation des commissions scolaires en centre de services. Le ministre est venu rencontrer les présidents au Conseil général de décembre, ce qui a alimenté encore plus les inquiétudes sur l'avenir du réseau. Malgré tout, avec la FCSQ, nous avons su conserver notre collaboration habituelle dans un esprit de complémentarité, et ce, dans le respect de nos enjeux respectifs. Les scénarios et les impacts envisagés des possibles modifications ont été discutés amplement.

Notre position associative, diffusée en janvier à tous nos membres, a suscité quelques réactions auprès de l'exécutif de la FCSQ ainsi qu'auprès des présidences lors d'un conseil général. Nous avons mis tous les efforts nécessaires pour que nos élus comprennent bien notre délicate position associative dans laquelle les directions générales se retrouvent. Par ailleurs, les discussions ont toujours été empreintes de respect et les échanges furent constructifs.

Nous avons aussi collaboré aux diverses tables ministérielles avec des interventions complémentaires et solidaires afin d'essayer d'influencer positivement l'avancement des dossiers administratifs et pédagogiques du réseau. Le dossier des frais aux parents est aussi un exemple de collaboration où nous avons travaillé ensemble afin de poursuivre les dernières étapes du règlement hors cour et influencer le ministère pour qu'il clarifie la loi actuelle.

Il est aussi important de souligner le dévouement de nos représentantes aux commissions permanentes de la FCSQ qui se déroulent quelques fois par année le vendredi soir et le samedi matin. Grâce à elles, nous pouvons maintenir nos bonnes relations avec la FCSQ.

Un virage impressionnant vers les approches collaboratives

Le Projet CAR, c'est :

- ⇒ 135 DG et DGA provenant de 61 Commissions scolaires
- ⇒ 1500 directions d'établissement au sein de 150 groupes collaboratifs oeuvrant dans 49 Commissions scolaires
- ⇒ Quelques milliers d'enseignants au sein de groupes collaboratifs dans leur établissement



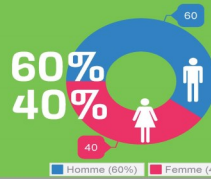
Saviez-vous que les membres de l'ADIGECS ...



Ensemble, ils cumulent

4 040 années d'expérience

dans le monde de l'éducation, soit une moyenne de :



Composition des directions générales



25 ans / membre

Janvier 2018

Les instances

Outre les deux assemblées générales annuelles de novembre et mai, le conseil d'administration a tenu neuf réunions, le conseil général, lui, s'est réuni à trois reprises et quelques conférences téléphoniques ont été convoquées auprès du conseil d'administration et du conseil général afin de discuter de certains enjeux et valider le positionnement de l'ADIGECS.

L'ADIGECS a également eu l'occasion de faire valoir son point de vue par la présentation de quelques avis et un mémoire lors de consultations initiées par le MEES. Mentionnons particulièrement le dossier de la gratuité scolaire.

On a assisté à trois changements au sein du Conseil d'administration en début d'année.



Lors des élections qui ont eu lieu en mai dernier, **Bernard D'Amours**, directeur général de la Commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs s'est vu confirmé par l'Assemblée générale à un poste d'administrateur.



Manon Dufour, directrice générale de la Commission scolaire des Draveurs, s'est également jointe au Conseil d'administration afin de compléter un mandat d'une année suite à la nomination du vice-président.



Directeur général de la Commission scolaire Riverside, **Sylvain Racette** a été désigné le nouveau représentant des collègues du secteur anglophone au sein du Conseil d'administration.

La composition du Conseil général s'est également modifiée avec l'arrivée de trois nouvelles figures.



Alain Ouellet, directeur général de la Commission scolaire de l'Estuaire, représente la section Côte-Nord.



Édith Pelletier, directrice générale de la Commission scolaire des Sommets, représente la section Estrie.



Sylvain Ouellet, directeur général de la Commission scolaire du Pays-des-Bleuets, représente la section Saguenay-Lac-St-Jean.

Les services aux membres

Encore cette année, quelques membres se sont prévalus de l'excellent Service de planification financière offert en collaboration avec notre partenaire « La Capitale services-conseils ».

Que ce soit pour des conseils ou des informations relativement à leur entrée en fonction ou leur retraite, le niveau d'activités du soutien individuel aux membres offert par le secrétaire général a été plutôt intense compte tenu des mouvements observés cette année.

Le perfectionnement et le développement professionnel (CPDP)

Comme par les années passées, 2018 fut une année bien remplie et stimulante en matière de formation et de développement professionnel chez les directions générales des commissions scolaires.

Le colloque de novembre dernier a connu, encore une fois, un succès plutôt satisfaisant si on prend en considération le défi d'intérêt qu'il fallait relever après les passages de Michael Fullan et de Joanne Quinn au cours des deux derniers colloques. Au-delà de 430 personnes provenant du milieu de l'Éducation ont pu assister à l'entretien d'inspiration entre M. Robert Bisailon et M. Sébastien Tardif ainsi qu'aux ateliers offerts tout au long de la journée par Madame Marie Côté et Madame Marie Fauré. Somme toute, avec un taux élevé de satisfaction des participants, particulièrement en référence à l'entretien avec M. Robert Bisailon, il semble tout de même que la thématique sur la gestion réinventée a été un choix judicieux fait par le comité organisateur de l'événement. Reconnaissons cependant que certaines activités, notamment celle sur le prototypage, étaient plutôt audacieuse pour un auditoire aussi nombreux.

L'offre d'une formation spéciale « d'entrée en fonction » pour les nouvelles directions générales a été renouvelée cette année mais cette fois en octobre. En effet, dans un contexte où il y a eu plusieurs nouvelles nominations comme direction générale et direction générale adjointe au cours de l'année, il devenait important de réunir nos collègues afin de leur permettre d'échanger et discuter de l'importance de la posture et des enjeux associés à leurs nouvelles fonctions de hors cadres au sein d'une commission scolaire. Cette initiative serait à renouveler l'an prochain car les participants en ont tiré un bénéfice certain et ont exprimé leur satisfaction quant à la pertinence de cette formation.

À sa 18^e année d'existence, le programme d'introduction à la fonction de direction générale de commission scolaire (PIDIGES) a été complètement revisité par le CPDP et nos partenaires de l'Université de Sherbrooke qui incidemment ont eux aussi changé au cours de l'année. Ainsi, la programmation a été en application cette année et les évaluations par les nouveaux responsables du programme permettront sans doute d'ajuster et bonifier le contenu proposé.

Quant au congrès qui s'est déroulé en mai dernier à Bromont, les participants ont à nouveau grandement apprécié la formule privilégiée, la qualité et la pertinence des activités proposées sous le thème de « Rêver-Inspirer-Collaborer ». Un autre franc succès dans les annales de l'ADIGECS. Un immense merci aux membres faisant partie du comité de perfectionnement et de développement professionnel ainsi qu'au comité organisateur du congrès. Votre engagement est essentiel à la vivacité du réseau.

Michel Bernard

Les membres du CPDP

Michel Bernard, responsable

Jacky Tremblay

Caroline Dupré

Dominique Lachapelle

Rob Buttars

Guylaine Desroches

Ressources et collaboration

Serge Lefebvre

Yvan Tardif

Isabelle Pontbriand

Julie Dulude

Robert Gendron

Les communications

L'engagement d'assurer des communications pertinentes en temps opportun demeure un défi de tous les instants au sein du réseau et au sein des membres de l'ADIGECS.

C'est par l'entremise de près de 80 « Info-AdigeCS » et de courriels provenant du bureau de la présidence que les membres peuvent avoir accès à une information qui circule rapidement et de manière fluide au sein du groupe.

Aussi, les neuf publications du bulletin « Les affaires de l'Association » auprès des membres et des partenaires permettent la diffusion régulière de nouvelles concernant l'ADIGECS et ses partenaires. Mentionnons que près de 80% des membres actifs et plus de 90% des membres retraités prennent connaissance de l'infolettre à chaque parution.

Enfin, l'année 2018-2019 a permis de terminer les travaux de reconstruction du site web public et du portail réservé aux membres.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES *par Dominique Robert*

Les membres de l'ADIGECS sont représentés par la Coalition de l'Encadrement en matière de Retraite et d'Assurance (CERA) qui a pour mission de défendre les intérêts des membres des associations et des fédérations partenaires, d'élaborer et de proposer des améliorations au contenu de leur régime de retraite et d'assurance. Au cours de l'année, la CERA a réuni ses partenaires dans le cadre d'assemblées ordinaires et d'assemblées générales et ce, à huit occasions. Néanmoins, plusieurs autres rencontres de planification, de négociation et d'échange ont été nécessaires afin de mener à bien les mandats d'envergure de cette année.

Retraite

L'année 2018 aura été marquée par la poursuite des travaux relativement aux enjeux toujours existants suite à la dernière entente avec le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT). La mise sur pied d'un comité stratégique ayant pour mandat d'élaborer les grandes lignes des enjeux communs aux associations des quatre réseaux (commissions scolaires, collégial, santé et fonction publique) a permis de documenter et de raffiner les préoccupations respectives et communes. Outre les aspects stratégiques, les coûts de transfert du RREGOP vers le RRPE, de même que les mécanismes de retour au travail des retraités sans impact sur le RRPE, sont toujours problématiques et ont fait partie des discussions avec nos vis-à-vis gouvernementaux.

À titre de rappel, l'entente de rémunération globale intervenue en 2016 et ayant culminé par l'adoption du projet de loi 126 en 2017 a amené notamment à un nombre significatif de changements au régime de retraite, le RRPE n'ayant pas fait exception. À noter que le 30 juin 2019 est aussi une des dates importantes quant à l'entrée en vigueur de nouvelles dispositions pour les membres. Plusieurs publications dont des INFO-ADIGECS et des présentations aux assemblées générales antérieures ont permis de faire état des principaux changements.

À titre de rappel, voici les principaux changements qui surviendront à partir du 1^{er} juillet 2019 :

Le facteur 90 est maintenu avec un minimum de 58 ans d'âge (auparavant, le minimum était de 55 ans d'âge);

La règle des 35 ans de service avec un minimum de 56 ans (antérieurement, ce critère n'était pas applicable);

La rente de retraite sera calculée sur la base du salaire final moyen 5 ans (préalablement, le salaire final moyen 3 ans était utilisé pour le calcul);

61 ans d'âge sans minimum d'années de service (auparavant 60 ans);

Une pénalité actuarielle de 6 % pour chaque année précédant la date d'admissibilité à une rente sans réduction (auparavant, elle était de 4%).

Mentionnons également que l'indexation de la rente sera suspendue pour les retraités ayant quitté avant l'entrée en vigueur des nouvelles règles, soit avant le 1^{er} juillet 2019. La dernière version du PL 126 prévoit une suspension de l'indexation pour une période de 6 ans et de nouvelles modalités d'indexation par la suite. La période de suspension varie selon la date du début de la retraite, soit de 2018 à 2023 pour les retraités d'avant le 1^{er} janvier 2017, et de 2021 à 2026 pour les retraités du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2019.

Assurance

En matière d'assurance, la réflexion sur le régime d'assurance collective s'est poursuivie afin d'évaluer les options possibles en prévision du renouvellement de l'entente pour les années à venir. De plus, la pérennité du régime d'assurance des retraités du personnel d'encadrement demeure une source de préoccupation.

Prospectives

Bien que les solutions contenues dans le projet de loi 126 prévoient éliminer le déficit actuariel, la CERA continuera à participer activement aux échanges avec le Secrétariat du Conseil du trésor. La participation active au comité conjoint avec le SCT permettra de soumettre des propositions notamment quant aux coûts de transfert du RREGOP vers le RRPE, et ce, au-delà de 2022. La CERA ramènera sur la table le dossier du retour au travail des retraités du RRPE et les modalités restrictives qui ont cours depuis 2013. La mise en place d'un comité conjoint réunissant la CERA, le RACAR et le SCT permettra, nous l'espérons, d'arriver à une solution qui va concilier les enjeux actuels en matière de pénurie de personnel et de pérennité du régime de retraite.

Du côté des assurances, la CERA mettra toute l'énergie nécessaire pour finaliser la révision du contrat des cadres actifs et retraités, et ce, malgré l'absence d'appel d'offres. Le coût élevé des primes d'assurance collective pour les retraités de moins de 65 ans étant problématique, la CERA continuera de chercher une voie de passage qui soit acceptable pour les nouveaux retraités.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le comité des directeurs généraux *par Michel Bernard*

Nos représentants au CDG

Michel Bernard, responsable

Fabien Giguère

Julie Laberge

Jean-François Lachance

Sylvain Racette

L'année 2018-2019 s'est inscrite dans la continuité au sein du comité des directeurs généraux (CDG). Cette continuité fait suite à l'entente conclue avec le Secrétariat du conseil du trésor suivant laquelle des allocations supplémentaires devaient faire l'objet de discussions afin de régler des problématiques sectorielles.

La conclusion des travaux ayant permis de régler une première partie de la problématique soit l'intégration dans les échelles salariales plus de 80% des allocations supplémentaires consenties, les travaux subséquents pour répartir la portion résiduelle de l'entente ont mené à l'octroi d'une allocation supplémentaire sous forme de prime de rétention destinée à favoriser la stabilité aux sein des équipes de directions générales. Cette allocation a récemment été formalisée dans une version révisée du règlement sur les conditions de travail des hors cadres.

En complément des travaux relatifs aux problématiques sectorielles qui ont été finalisés, des discussions ont été reprises avec les nouvelles personnes qui représentent la DGRT en vue de revoir certaines dispositions du règlement sur les conditions de travail des hors cadres. Afin d'appuyer nos discussions et de mettre en évidence notre demande de reprendre une démarche actualisée des plans de classification, nous continuons d'enrichir notre document qui reflète avec éloquence toutes les responsabilités qui ont augmenté et qui sont devenues de plus en plus complexes au quotidien pour les directions générales.

Rappelons que, malgré les avancées conclues via l'entente relative au régime de retraite RRPE, nous souhaitons une plus juste reconnaissance de la complexité grandissante des responsabilités des directions générales et par surcroit, de leur contribution essentielle à la réussite éducative des élèves du réseau public d'éducation.

Nous remercions sincèrement nos collègues du comité (CDG) ainsi que les membres qui ont participé aux réflexions et aux analyses pour enrichir le dossier des conditions de travail au cours de l'année.

Saviez-vous que ... parmi les membres de l'ADIGECS ...

80%



ont enseigné



La grande majorité détient au moins un diplôme de 2e cycle dont la maîtrise.

76%



ont dirigé un établissement scolaire, dont 21 % ont dirigé un centre de formation professionnelle ou de l'éducation aux adultes

64%



ont oeuvré comme cadre scolaire

Résultats prévisionnels 2018-2019

Prévisions budgétaires 2019-2020

par Robert Gendron



A.D.I.G.E.C.S. États des résultats prévisionnels Pour l'exercice se terminant le 30 avril 2019 et budget 2019-2020

	Budget 2019/2020	Réel estimé au 30 avril 2019	Budget 2018/2019	Réel 2017/2018
PRODUITS				
Cotisations annuelles	215 000 \$	213 543 \$	195 500 \$	188 121 \$
Cotisations des retraités	3 750 \$	3 975 \$	3 750 \$	3 750 \$
Droits d'entrée	300 \$	650 \$	250 \$	500 \$
Congrès (présenté net des dépenses)	55 000 \$	70 157 \$	56 600 \$	54 029 \$
Colloque	115 000 \$	135 309 \$	75 000 \$	117 900 \$
Revenus d'intérêts	23 000 \$	22 360 \$	24 523 \$	11 152 \$
Commandite - bulletin	15 000 \$	12 878 \$	15 000 \$	14 717 \$
Bourses	12 500 \$	12 500 \$	12 500 \$	15 000 \$
Convention Aide Financière MEES	42 790 \$	38 900 \$	- \$	- \$
Perfectionnement	1 000 \$	- \$	4 530 \$	630 \$
Divers	5 000 \$	2 815 \$	5 000 \$	5 000 \$
TOTAL DES PRODUITS	488 340 \$	513 087 \$	392 653 \$	410 799 \$
CHARGES				
Salaire	95 000 \$	90 535 \$	86 240 \$	60 590 \$
Bénéfices marginaux (DAS)	8 500 \$	8 900 \$	8 500 \$	4 426 \$
Frais de secrétariat	6 500 \$	6 000 \$	3 370 \$	3 300 \$
Papeterie et frais de bureau	3 200 \$	2 500 \$	3 200 \$	4 336 \$
Assurance responsabilité C.A. et C.G.	1 350 \$	1 204 \$	1 095 \$	1 280 \$
Comités divers	60 000 \$	52 500 \$	55 000 \$	58 801 \$
Perfectionnement	24 000 \$	25 558 \$	24 000 \$	6 506 \$
Site Web	10 000 \$	5 668 \$	15 000 \$	3 227 \$
Timbres / téléphone	3 500 \$	3 419 \$	3 500 \$	347 \$
Congrès	3 000 \$	2 298 \$	3 000 \$	2 707 \$
Colloque	15 000 \$	440 \$	15 000 \$	14 238 \$
Frais légaux	75 000 \$	73 689 \$	66 175 \$	75 025 \$
Honoraires de consultation	1 500 \$	1 000 \$	5 000 \$	390 \$
Honoraires de comptabilité	35 000 \$	23 675 \$	31 268 \$	32 772 \$
Honoraires de vérification	20 000 \$	18 250 \$	17 900 \$	18 028 \$
Bulletin ADIGECS	3 500 \$	- \$	3 500 \$	- \$
Cotisation CERA	- \$	- \$	- \$	- \$
Bourses ADIGECS	665 \$	672 \$	665 \$	652 \$
Commandites ADIGECS	16 250 \$	16 250 \$	16 250 \$	16 250 \$
P.A.E.	5 000 \$	4 937 \$	5 000 \$	3 687 \$
Service santé Physimed	- \$	- \$	- \$	- \$
Civilités	500 \$	500 \$	500 \$	500 \$
Frais bancaires	1 300 \$	1 300 \$	1 300 \$	1 816 \$
Service planification financière	850 \$	850 \$	70 \$	865 \$
Amortissement	4 000 \$	3 900 \$	3 975 \$	3 650 \$
Autres dépenses	750 \$	750 \$	500 \$	776 \$
TOTAL DES CHARGES	409 365 \$	358 295 \$	377 008 \$	329 388 \$
Excédent des revenus sur les dépenses	78 975 \$	154 793 \$	15 645 \$	81 411 \$

06-04-2019

\\Asrisrv095\bdg-f\Dirgen\DIRECTION GÉNÉRALE\Dossiers 2018-2019\ADIGECS 2018-2019\2018-2019\Copie de Copie de EF_previsionnel_2019-2020

LES COLLABORATEURS À LA RÉDACTION DU RAPPORT ANNUEL



Bernard D'Amours
DG
C. S. du Fleuve et des Lacs
*Administrateur
et
responsable GEXA*



Jean-François Lachance
DG
C. S. de la Seigneurie-des-Mille-Îles
*Président de la Société GRICS
Comité MEES- technologies*



Dominique Robert
DGA
C. S. de la Seigneurie-des-Mille-Îles
*Représentant et
président de la CERA*



Normand Lessard
DG
C.S. de la Beauce-Etchemin
*Administrateur
et
responsable GEXA*



Carmen Lemire
DGA
C.S. des Chênes
Comité sur les règles budgétaires



Dominique Lachapelle
DGA
C.S. des Hautes-Rivières
*Représentante et
présidente du CAPFE*

Merci à nos collègues pour leur engagement !

Notre association assure une participation importante au sein du réseau public d'éducation et y apporte une contribution significative. Parmi les 170 membres actifs, quelque 70 DG et DGA ont manifesté leur engagement à participer aux travaux des comités et sous-comités devant être mis en place principalement par le MEES. Douze collègues siègent au conseil d'administration d'organismes du réseau. Comme deuxième année d'implantation des sept Groupes d'expertise de l'ADIGECS (GEXA), plus de 105 membres en ont fait partie et ont eu l'occasion de soumettre leurs réflexions ou leur point de vue sur des enjeux prioritaires du réseau.

Bravo donc à tous nos membres qui ont mis à profit leur expertise auprès des collègues et des différents partenaires. Nous les remercions chaleureusement de leur précieuse contribution. En dépit de leurs responsabilités à la tête de leur organisation, ils ont accepté généreusement de coopérer au développement de l'éducation publique et à l'amélioration des services à la population et surtout, au bien-être et à la réussite des élèves.

LES COLLABORATEURS À LA RÉDACTION DU RAPPORT ANNUEL



Lucien Maltais
Vice-président
DG
C.S. des Chênes

*Relations avec la FCSQ
Table MEES-partenaires
et
Responsable GEXA*



Éric Blackburn
Président
DG
C.S. des Hautes-Rivières

*Relations ADIGECS-MEES
Partenariats*



Robert Gendron
Administrateur et Trésorier
DG
C.S. de Montréal

*Résultats financiers-budget
et
Responsable GEXA*



Nathalie Joannette
DGA
C.S. de la Seigneurie-des-Mille-îles
Administratrice
Comité d'évaluation du Projet CAR
et
Responsable GEXA



Manon Dufour
DG
C.S. des Draveurs
Administratrice
et
Responsable GEXA



Yannick Roy
DG
C.S. Harricana

Responsable GEXA



Michel Bernard
Secrétaire général
Affaires internes
Relations de travail
Perfectionnement et Coordination